



# **Salaires, postes, conditions de travail, réformes Grève le 1<sup>er</sup> février 2024**



Face aux salaires insuffisants, aux réformes qui accentuent le tri social, aux suppressions de postes, à la dégradation des conditions de travail, à la mise en concurrence des personnels nous revendiquons :

- **de véritables augmentations salariales**
- **l'abandon du Pacte**
- **l'arrêt des suppressions de postes**
- **de recruter davantage de personnels**
- **l'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'École inclusive**
- **la défense de l'enseignement spécialisé et adapté**
- **un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH et les AED, et l'abandon maintien des PIAL**
- **le retrait du projet de réforme du lycée professionnel**
- **l'abandon des mesures "Choc des savoirs"**

**Tous en grève jeudi 1<sup>er</sup> février 2024**  
**Rendez-vous à Mont-de-Marsan**  
**11h devant la DSDEN**  
**avec prise de parole des organisations syndicales**  
**et AG**  
**Manifestation à partir de 11h30**



La mise en œuvre du Pacte a profondément divisé les équipes, d'autant plus qu'il a donné lieu à des pressions ou interprétations contraires aux textes réglementaires dans le seul but de faire du chiffre et de sauver le Pacte. Par ailleurs, le ministre s'entête à refuser les mesures salariales d'urgence qui permettraient de sortir les AESH et les AED de la précarité.

Il faut renoncer rapidement aux suppressions de postes pour notamment alléger les effectifs par classe mais aussi assurer les remplacements.

La dégradation des conditions de travail, la perte du sens du métier doivent être pris au sérieux. La formation continue saccagée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes, etc. : tout cela contribue à dégrader encore davantage les conditions de travail.

Hors de question d'un statut d'emploi d'ARE fusionnant les AESH et les AED, ou d'une mise en place des Pôles d'Appui à la Scolarité, ou d'une main-mise de l'Éducation nationale sur les notifications MDPH.

Le recrutement d'AESH et d'AED et de moyens humains doit être à hauteur des besoins. Le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux est vital.



## **Grève et manifestation**

### **JEUDI 1<sup>er</sup> février 2024**

### **11 h 00 DSDEN**

Le projet de réforme de lycée professionnels, c'est moins d'école, moins d'enseignant·es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management, avec un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycée professionnel et sur les conditions d'apprentissage des élèves.

Le « choc des savoirs » dessine un projet d'école impliquant un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées), contre la liberté pédagogique et aggravant les inégalités.

